

Art. 2. Het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap is samengesteld uit departementen. De benaming van die departementen is opgenomen in de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 3. Het besluit van de Regering van 26 maart 1997 tot organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap in afdelingen en departementen wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2012.

Art. 5. De Minister-President, bevoegd voor Personeel, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Eupen, 22 oktober 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

**Bijlage bij het besluit van de Regering van 22 oktober 2012
houdende uitvoering van de organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap**

Departement Vorming en Organisatie van het Onderwijs
Departement Externe Betrekkingen en Regionale Ontwikkeling
Departement Werkgelegenheid
Departement Financiën en Begroting
Departement Gezondheid, Gezin en Bejaarden
Departement Informatica
Departement Infrastructuur
Departement Jeugdbijstand
Departement Communicatie
Departement Cultuur, Jeugd en Vormingswerk voor volwassenen
Departement Lokale Besturen en Kancelarij
Departement Pedagogie
Departement Personeel en Organisatie
Departement Sociale Aangelegenheden
Departement Sport, Media en Toerisme
Departement Onderwijspersoneel
Dienst met afzonderlijk beheer Gemeenschapscentra
Dienst met afzonderlijk beheer Mediacentrum van de Duitstalige Gemeenschap
Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 22 oktober 2012 houdende uitvoering van de organisatie van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap.
Eupen, 22 oktober 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3528

[2012/206685]

15 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'audit énergétique d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la fonction publique, l'article 36bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donnée le 5 juillet 2012;

Vu l'avis 51.916/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 2. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux logements dont la date de l'accusé de réception de la première demande de permis est antérieure au 1^{er} mai 2010.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « permis » : le permis d'urbanisme visé aux articles 84, § 1^{er}, 89 et 127, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, ou le permis unique visé à l'article 1^{er}, 12°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2° « jour ouvrable » : tout jour calendrier à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux.

Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

3° « auditeur » : l'auditeur énergétique agréé conformément aux exigences du présent arrêté;

4° « procédure » : la procédure d'avis énergétique, ci-après dénommée « PAE », applicable en vue de l'établissement de l'audit énergétique;

5° « logiciel » : le logiciel associé à la procédure d'avis énergétique;

6° « base de données » : la base de données associée au logiciel et à la procédure;

7° « certificat » : le certificat PEB de bâtiment résidentiel existant, établi conformément aux dispositions des articles 577 et suivants du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

8° « administration » : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable;

9° « Ministre » : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

10° « centre » : le centre de formation agréé conformément aux exigences du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *De l'audit énergétique des logements*

Art. 3. Tout titulaire de droit réel ou locataire d'un logement peut solliciter la réalisation d'un audit énergétique.

Art. 4. § 1^{er}. L'audit énergétique est établi par un auditeur visé à l'article 2, § 2, 3°.

L'audit est le résultat de l'application de la procédure et de l'utilisation du logiciel mis à disposition des auditeurs.

Les données collectées et traitées conformément à l'alinéa 2 sont enregistrées par l'auditeur sur la base de données mise à disposition des auditeurs, préalablement à l'édition du rapport d'audit.

La remise du rapport d'audit au demandeur, ainsi que l'explication et le commentaire visés à l'article 18, § 2, sont effectués par l'auditeur dans les trente jours ouvrables à dater de l'enregistrement visé à l'alinéa 3.

§ 2. L'audit énergétique porte, au minimum, sur les aspects suivants :

1° une évaluation de la performance énergétique qui décrit la situation existante du logement en tenant compte, le cas échéant, des projets de modifications du volume protégé ou des secteurs énergétiques envisagés par le demandeur;

2° à défaut de l'évaluation visée au 1°, une évaluation de la performance énergétique qui décrit la situation existante du logement;

3° une évaluation chiffrée des améliorations énergétiques projetées par le demandeur, qui contient le détail et le commentaire des recommandations envisagées, et basée sur la situation visée au 1° ou, à défaut, au 2°;

4° une évaluation chiffrée des améliorations énergétiques conseillées par l'auditeur, tenant compte des contraintes techniques, des gains énergétiques espérés et du temps de retour évalué, qui contient le détail et le commentaire des recommandations envisagées, et basée sur la situation visée au 1° ou, à défaut, au 2°;

5° la synthèse et la comparaison des résultats des évaluations visées aux 3° et 4°.

§ 3. Le Ministre peut définir différentes catégories d'audit énergétique en considération des affectations spécifiques des logements et en tenant compte du caractère commun ou individuel des installations techniques.

Il peut aussi préciser, en tenant compte du caractère commun ou individuel des installations techniques, le contenu des analyses visées au paragraphe 2, les hypothèses dans lesquelles les données collectées et traitées dans le cadre de l'établissement d'un certificat sont utilisées en vue de l'établissement de l'audit énergétique, ainsi que les modalités d'utilisation de ces données.

§ 4. Dans les hypothèses déterminées par le Ministre conformément au paragraphe 3, l'auditeur établit un certificat et le communique au demandeur dans les formes et délais prescrits à l'article 598 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

Art. 5. § 1^{er}. Le rapport d'audit contient au minimum les informations suivantes :

1° l'adresse du bâtiment;

2° une photo de l'extérieur du bâtiment identifiant, le cas échéant, le logement concerné;

3° la version du logiciel utilisé;

4° la date de la visite de l'auditeur, la date de création du rapport d'audit et, le cas échéant, sa date de modification;

5° la catégorie d'audit énergétique et son numéro de référence;

6° l'identification du demandeur;

7° l'identification de l'auditeur, son numéro d'agrément et sa signature;

8° le résultat de chacune des évaluations, synthèses et comparaisons visées à l'article 4, § 2;

9° des informations détaillées concernant la rentabilité des recommandations visées à l'article 4, § 2, et concernant les aides disponibles pour mettre en œuvre ces recommandations.

Le rapport d'audit est accompagné d'une brochure explicative.

§ 2. Le Ministre établit le modèle du rapport d'audit.

Il peut préciser le contenu du rapport d'audit en considération des différentes catégories d'audit énergétique.

Art. 6. Les données objectives recueillies et utilisées dans le cadre de l'élaboration d'un audit énergétique, peuvent être réutilisées par un autre auditeur en vue d'établir un nouvel audit énergétique.

CHAPITRE III. — *Des auditeurs**Section 1^{re}. — De l'agrément*

Art. 7. § 1^{er}. Peut être agréée en tant qu'auditeur, toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme d'architecte, d'ingénieur civil, d'ingénieur industriel, de bio-ingénieur ou d'un master en sciences et gestion de l'environnement;

2° disposer d'un agrément valable en tant que certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant au sens de l'article 578 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

3° avoir suivi l'ensemble de la formation et réussi les épreuves décrites aux articles 12 et 13.

§ 2. Les diplômes obtenus dans un autre Etat sont justifiés sur base de diplômes équivalents à ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. § 1^{er}. Pour être agréés en tant qu'auditeur, les candidats utilisent le formulaire mis à leur disposition, qui contient au minimum :

1° les nom, prénom et coordonnées du candidat;

2° la référence de l'agrément en tant que certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant;

3° la copie du diplôme du candidat.

Le Ministre peut préciser la forme et le contenu du formulaire visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de candidature, le Ministre ou son délégué adresse au candidat un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision intervient;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter.

Dans un délai de trente jours ouvrables à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre ou son délégué notifie au candidat sa décision d'accepter ou non la candidature.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, le candidat en est informé dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

La notification de l'acceptation de la candidature autorise le candidat à s'inscrire aux formations et aux examens visés aux articles 12 et 13. Elle mentionne les modalités pratiques d'organisation de ces formations et examens.

§ 3. A l'issue des formations et examens visés aux articles 12 et 13, et après réception du rapport visé à l'article 15, alinéa 2, le Ministre ou son délégué agréé les candidats qui ont réussi les épreuves visées à l'article 13.

Art. 9. La décision accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

Elle est notifiée au candidat agréé dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception du rapport visé à l'article 15, alinéa 2.

La notification précise les modalités d'accès aux outils à utiliser en application de l'article 4.

L'agrément prend cours à dater de la signature de la décision.

Art. 10. L'Administration publie sur son site Internet et tient à jour la liste des auditeurs agréés.

*Section 2. — De la formation des auditeurs**Sous-section 1^{re}. — De la formation en vue de l'agrément*

Art. 11. Les formations et les examens des candidats auditeurs sont organisés par des centres de formation agréés visés aux articles 21 et suivants.

Les supports de formation sont mis à disposition par le Ministre ou son délégué.

Art. 12. § 1^{er}. Le contenu et les supports de formation comportent :

1° un module théorique d'une durée minimale d'une journée qui porte sur :

a) le fonctionnement et l'application de la procédure, du logiciel et de la base de données visés à l'article 4;

b) les conditions et la procédure d'agrément visées aux articles 7 et suivants;

c) les missions de l'auditeur, visées aux articles 18 et suivants;

d) le contenu de l'audit énergétique et du rapport d'audit, et l'utilisation de la brochure explicative, visés aux articles 4 et 5;

2° un module théorique et pratique d'une durée minimale d'une journée portant sur les évaluations de la performance énergétique du logement visées à l'article 4, § 2, 1° et 2°;

3° un module théorique et pratique d'une durée minimale d'une journée portant sur les évaluations visées à l'article 4, § 2, 3° à 5°;

4° un module pratique d'une durée minimale d'une demi-journée comprenant au minimum trois exemples pratiques de l'encodage complet de l'audit énergétique d'un logement.

La durée de l'ensemble de la formation ne peut excéder quatre jours.

§ 2. Le candidat qui ne suit pas l'ensemble de la formation ne peut accéder aux épreuves de l'examen et doit suivre une nouvelle formation complète.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une absence, qui ne peut excéder une journée peut être justifiée par un certificat médical ou un document probant établissant un cas de force majeure.

Art. 13. L'examen comprend une épreuve écrite suivie d'une épreuve orale, la réussite de l'examen étant conditionnée par une note supérieure ou égale à 10.00/20 dans chacune des épreuves écrite et orale et par une note globale supérieure ou égale à 12.00/20.

L'épreuve écrite est organisée sous forme de questionnaire à choix multiple et porte sur les aspects théoriques et pratiques visés à l'article 12, § 1^{er}.

L'épreuve orale a pour objectif de tester la connaissance de la réglementation applicable, des missions de l'auditeur, du logiciel et de la procédure, du rapport d'audit et de la brochure explicative.

Le candidat qui ne se présente pas à une épreuve doit suivre une nouvelle formation complète et subir les deux épreuves.

Le candidat qui échoue à une épreuve doit suivre une nouvelle formation complète et subir les deux épreuves.

Par dérogation à l'alinéa 4, une absence, qui ne peut excéder une journée, peut être justifiée par un certificat médical ou un document probant établissant un cas de force majeure. Dans ce cas, le candidat doit subir l'épreuve manquée, dans le centre où il est inscrit.

Sauf circonstances exceptionnelles, imprévisibles, indépendantes de la volonté du candidat et dûment motivées, l'inscription à une nouvelle formation ne peut être réitérée plus d'une fois.

Art. 14. Le centre communique au Ministre ou à son délégué, au moins quinze jours ouvrables avant le début des cours et des épreuves, les dates prévues pour ceux-ci.

Le Ministre ou son délégué peut assister aux formations et aux épreuves.

Art. 15. Dans les quinze jours ouvrables suivant la tenue de l'épreuve orale, le centre adresse une attestation aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation et réussi les épreuves.

Dans le même délai, le centre adresse au Ministre ou à son délégué un rapport qui indique les présences aux formations et les résultats aux épreuves écrites et orales de chaque candidat.

Les attestations et le rapport sont signés par le responsable du centre.

Art. 16. Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des épreuves, le centre peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

Sous-section 2. — De la formation continue

Art. 17. Les auditeurs suivent des sessions de formation continue qui portent sur les adaptations de la procédure, du logiciel et de la brochure explicative, qui résultent des évolutions techniques et des améliorations réalisées dans la prise en compte des données issues de la certification des logements.

Les sessions sont organisées par les centres. Elles ont une durée annuelle maximale de quatre jours.

Les centres utilisent les supports de formation continue mis à leur disposition par le Ministre ou son délégué.

Le Ministre ou son délégué peut organiser des sessions complémentaires de formation sous forme de séminaire, en vue, notamment, de communiquer aux auditeurs des informations générales sur l'utilisation de la procédure et du logiciel, ainsi que sur les liens entre l'audit énergétique et les mécanismes d'aides organisés en Wallonie.

Section 3. — Des missions des auditeurs

Art. 18. § 1^{er}. L'auditeur réalise personnellement toutes les tâches nécessaires à l'établissement de l'audit énergétique et à son rapport, notamment :

- 1° la visite du bâtiment, la collecte et le traitement des données et l'enregistrement sur la base de données;
- 2° les évaluations visées à l'article 4, § 2.

L'auditeur n'utilise pas la base de données à d'autre fin que la réalisation de l'audit énergétique.

§ 2. Dans le cadre des évaluations visées à l'article 4, § 2, 1°, 3° et 4°, les auditeurs veillent à recueillir la volonté précise du demandeur en ce qui concerne les modifications projetées du volume protégé ou des secteurs énergétiques, et les améliorations envisagées.

Le rapport d'audit est expliqué et commenté par l'auditeur en présence du demandeur, à l'aide de la brochure explicative visée à l'article 5, § 1^{er}.

Art. 19. Les auditeurs exercent leur mission en toute indépendance.

Dans le cadre de leurs missions d'auditeurs, les auditeurs ne font aucune proposition commerciale concernant l'approvisionnement en énergie du bâtiment ou les mesures d'économies d'énergies recommandées dans l'audit énergétique.

Sans préjudice des contrôles visés aux articles 25 et suivants, les auditeurs ne communiquent aux tiers aucune information relative aux résultats de l'audit énergétique, sauf accord préalable du demandeur.

Art. 20. Les auditeurs communiquent sans délai au Ministre ou à son délégué toute modification relative aux informations reprises dans le formulaire visé à l'article 8, § 1^{er}.

CHAPITRE IV. — Des centres de formation agréés

Section 1^{re}. — De l'agrément

Art. 21. Pour être agréé, le centre de formation organise les formations et examens visés aux articles 12 et 13 ainsi que les sessions de formation continue visées à l'article 17, alinéas 1^{er} à 3, en répondant aux conditions suivantes :

- 1° disposer des équipements techniques et informatiques nécessaires et de locaux adaptés au nombre de candidats;
- 2° disposer du personnel enseignant répondant aux conditions suivantes :

a) être titulaire d'un agrément valable, depuis deux ans au moins, obtenu conformément au présent arrêté, avoir obtenu à l'examen visé à l'article 13 un résultat supérieur ou égal à 16.00/20, ne pas avoir fait l'objet d'un avertissement ou d'une sanction visée à l'article 27 et avoir réalisé cinq audits énergétiques durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre;

b) ne pas avoir fait l'objet d'un avertissement ou d'une sanction visée à l'article 602 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, et avoir réalisé cinq certificats durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre;

c) avoir suivi la formation de formateurs, organisée par le Ministre ou son délégué, qui porte sur le contenu visé à l'article 12, § 1^{er}, et qui comporte un module pédagogique consacré aux méthodes et pratiques d'enseignement spécifiques à la formation PAÉ ainsi qu'à la diffusion d'exemples concrets permettant d'aborder les thématiques importantes pour les transmettre de manière optimale aux futurs candidats.

Art. 22. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par le représentant du centre au moyen du formulaire mis à sa disposition.

Le formulaire de demande d'agrément contient, au minimum, les informations suivantes :

1° l'identification du centre et les coordonnées de la ou des personnes qui le représentent, ainsi que sa ou leur signature;

2° l'identification des membres du personnel enseignant désignés par le centre et leurs signatures.

Le Ministre peut préciser la forme et le contenu du formulaire de demande d'agrément.

§ 2. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de candidature d'agrément, le Ministre ou son délégué adresse au candidat un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision intervient;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter.

Dans un délai de trente jours ouvrables à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre ou son délégué notifie au candidat sa décision.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, le candidat en est informé dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

§ 3. L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté ministériel.

Art. 23. L'administration publie sur son site Internet et tient à jour la liste des centres de formation agréés.

Section 2. — Des missions

Art. 24. Les centres dispensent, aux candidats qui ont reçu la notification d'acceptation visée à l'article 8, § 2, alinéa 5, la formation en vue de l'agrément, visée aux articles 11 à 16.

Ils dispensent également, aux auditeurs, la formation continue visée à l'article 17.

Ils utilisent les supports de formation visés aux articles 11 et 17.

Le Ministre peut préciser les modalités pratiques d'organisation des formations et examens visés aux articles 12 et 13, ainsi que de la formation continue visée à l'article 17.

Les modalités visées à l'alinéa 3 portent au minimum sur l'organisation harmonisée et la coordination entre les centres :

1° de la désignation des membres du personnel enseignant, conformément à l'article 21, 2°;

2° de l'accès aux formations et examens, pour les candidats autorisés en vertu de l'article 8, § 2, alinéa 5, et des informations à communiquer à ces candidats quant à l'organisation de ces formations et examens;

3° de l'accès à la formation continue et des informations à communiquer aux auditeurs quant à l'organisation des sessions de formation continue;

4° du contenu pédagogique des supports de formation visés aux articles 12 et 17;

5° de l'évaluation visée à l'article 13;

6° de la procédure de transmission des résultats des évaluations par les centres.

CHAPITRE V. — Des contrôles et sanctions

Section 1^{re}. — Du contrôle des audits énergétiques

Art. 25. Le Ministre ou son délégué est habilité à contrôler les audits énergétiques.

Section 2. — Du contrôle des auditeurs

Art. 26. Lorsque qu'un auditeur manque à ses obligations, il peut être sanctionné.

Les manquements visés sont :

1° la mauvaise qualité des audits énergétiques, établie, notamment :

a) par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;

b) par des manquements au niveau de la qualité, de la faisabilité et de la cohérence des propositions d'améliorations reprises dans les recommandations;

2° le non respect des exigences relatives à l'élaboration de l'audit énergétique et de son rapport;

3° le non respect des obligations visées aux articles 18 à 20;

4° en cas d'avertissement ou de suspension temporaire, le fait de ne pas rectifier ou compléter les audits dont la mauvaise qualité est constatée ou de ne pas participer aux formations et examens visés aux articles 12 et 13.

Art. 27. Les sanctions possibles sont l'avertissement, la suspension temporaire de l'agrément et le retrait de l'agrément.

L'avertissement et la suspension temporaire emportent l'obligation pour l'auditeur de se conformer aux exigences du présent arrêté, de rectifier ou compléter les audits dont la mauvaise qualité est constatée et de participer aux formations et examens visés aux articles 12 et 13.

Art. 28. Lorsque le Ministre envisage de sanctionner un auditeur, le Ministre ou son délégué informe celui-ci par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la personne qui procédera à l'audition, la date et le lieu de l'audition où l'auditeur est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont l'auditeur peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié à l'auditeur dans les vingt jours ouvrables de l'audition.

Le Ministre notifie sa décision à l'auditeur dans un délai de quarante jours ouvrables suivant l'audition.

Art. 29. En cas d'avertissement, de suspension ou de retrait d'agrément, l'auditeur avertit, sans délai, tous les demandeurs avec qui des contrats en vue de la réalisation d'un audit énergétique sont en cours d'exécution.

Section 3. — Du contrôle des centres de formation agréés

Art. 30. Lorsqu'un centre manque à ses obligations, il peut être sanctionné.

Les sanctions possibles sont l'avertissement, la suspension temporaire de l'agrément et le retrait de l'agrément.

L'avertissement et la suspension temporaire emportent l'obligation pour le centre de se conformer aux exigences du présent arrêté.

Art. 31. Lorsque le Ministre envisage de sanctionner un centre, le Ministre ou son délégué en informe le centre par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la personne qui procédera à l'audition, la date et le lieu de l'audition où le centre est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le centre peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au centre dans les vingt jours ouvrables de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au centre dans un délai de quarante jours ouvrables suivant l'audition.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses et finales

Art. 32. L'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement est abrogé à la date fixée par le Ministre.

Les résultats des audits régis par le même arrêté et dont la réalisation a été entamée avant la date visée à l'alinéa 1^{er} peuvent être envoyés à la base de données visée à l'article 9, alinéa 2, du même arrêté au plus tard dans les trois mois de la date visée à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation à l'article 7, 1^o et 3^o, les personnes agréées en tant qu'auditeur pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 sollicitent et obtiennent leur agrément pour la réalisation d'audits énergétiques au sens du présent arrêté, au plus tard dans les deux ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté, en suivant la formation visée à l'article 12 et en réussissant la seule épreuve orale visée à l'article 13, alinéa 3, avec une note supérieure ou égale à 12.00/20.

Art. 33. L'article 21, 2^o, s'applique jusqu'au 1^{er} janvier 2015; entre-temps, le personnel enseignant est puisé dans la réserve constituée par le Ministre.

La réserve visée à l'alinéa 1^{er} est constituée de personnes répondant aux conditions suivantes :

1^o être titulaire d'un agrément valable, depuis deux ans au moins, obtenu conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 2006 fixant les modalités d'agrément des auditeurs pour la réalisation d'audits énergétiques dans le secteur du logement, avoir obtenu une note de 16.00/20 à l'évaluation visée à l'article 4 du même arrêté, ne pas avoir fait l'objet d'un avertissement ou d'une sanction visée à l'article 7 du même arrêté et avoir réalisé cinq audits énergétiques conformément au même arrêté;

2^o être titulaire d'un agrément valable, depuis deux ans au moins, obtenu conformément aux articles 583 et suivants du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie, et ne pas avoir fait l'objet d'un avertissement ou d'une sanction visée à l'article 602 du même Code;

3^o avoir suivi la formation de formateurs, organisée par le Ministre ou son délégué, qui porte sur le contenu visé à l'article 12, § 1^{er}, et qui comporte un module pédagogique consacré :

a) aux méthodes et pratiques d'enseignement spécifiques à la formation PAE;

b) à la diffusion d'exemples concrets permettant d'aborder les thématiques importantes pour les transmettre de manière optimale aux futurs candidats.

Disposent d'un agrément valable en tant qu'auditeur les personnes reprises dans la réserve visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 34. Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 novembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3528

[2012/206685]

15. NOVEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Energieaudit einer Wohnung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, Artikel 36bis;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens;

Aufgrund des am 27. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. August 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.916/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden.

Art. 2 - § 1. Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Wohnungen, für welche das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Genehmigungsantrags vor dem 1. Mai 2010 liegt;

§ 2. Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Genehmigung": die in Artikel 84, § 1, 89 und 127 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnte Städtebaugenehmigung oder die in Artikel 1, 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Globalgenehmigung;

2° "Werktag": jeder Kalendertag, außer dem Samstag, Sonntag und den gesetzlichen Feiertagen;

Wenn die Frist an einem Samstag, Sonntag oder einem Feiertag abläuft, wird sie bis zum nächsten Werktag verlängert;

3° "Auditor": Der Energieauditor, der gemäß den Anforderungen des vorliegenden Erlasses zugelassen ist;

4° "Verfahren": Das Verfahren für Energiegutachten, nachstehend "VEG" genannt, das zwecks Erstellung des Energieaudits anwendbar ist;

5° "Software": die mit dem Verfahren für Energiegutachten verknüpfte Software;

6° "Datenbank": Die mit der Software und dem Verfahren verknüpfte Datenbank;

7° "Ausweis": Der "P.E.B."-Ausweis für ein bestehendes Wohngebäude, der gemäß den Bestimmungen der Artikel 577 ff. des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie aufgestellt worden ist;

8° "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

9° "Minister": der Minister, in dessen Zuständigkeitsbereich die Energie fällt;

10° "Zentrum": Das Ausbildungszentrum, das gemäß den Anforderungen des vorliegenden Erlasses zugelassen ist.

KAPITEL II — Energieaudit der Wohnungen

Art. 3 - Jeder Inhaber dinglicher Rechte an einer Wohnung oder Mieter einer Wohnung kann die Durchführung eines Energieaudits beantragen.

Art. 4 - § 1. Das Energieaudit wird von einem in Artikel 2, § 2, 3° erwähnten Auditor aufgestellt.

Das Audit ist das Ergebnis der Anwendung des Verfahrens und der Verwendung der Software, die den Auditoren zur Verfügung gestellt wird.

Die gesammelten und gemäß Absatz 2 behandelten Daten werden von dem Auditor in die den Auditoren zur Verfügung gestellten Datenbank vor dem Verfassen des Auditberichts eingegeben.

Die Aushändigung des Auditberichts sowie der Erklärung und des Kommentars, die in Artikel 18, § 2 erwähnt sind, an den Antragsteller werden von dem Auditor innerhalb von dreißig Werktagen ab der in Absatz 3 erwähnten Eingabe vorgenommen.

§ 2. Das Energieaudit bezieht sich mindestens auf folgende Aspekte:

1° eine Bewertung der Energieeffizienz, die die bestehende Lage der Wohnung beschreibt, indem ggf. die von dem Antragsteller beabsichtigten Projekte zur Abänderung des geschützten Volumens oder der Energiesektoren berücksichtigt werden;

2° mangels der unter 1° erwähnten Bewertung, eine Bewertung der Energieeffizienz, die die bestehende Lage der Wohnung beschreibt;

3° eine Bewertung in Zahlen der von dem Antragsteller beabsichtigten energetischen Verbesserungen, die die Einzelheiten und das Kommentar über die in Betracht gezogenen Empfehlungen enthält, und die auf der unter 1° oder mangels dessen, unter 2° erwähnten Lage beruht;

4° eine Bewertung in Zahlen der von dem Auditor unter Berücksichtigung der technischen Auflagen, der erwarteten Energiegewinne und der geschätzten Payback-Dauer empfohlenen energetischen Verbesserungen, die die Einzelheiten und das Kommentar über die in Betracht gezogenen Empfehlungen enthält, und die auf der unter 1° oder mangels dessen, unter 2° erwähnten Lage beruht;

5° die Zusammenfassung und der Vergleich der Ergebnisse der unter 3° und 4° erwähnten Bewertungen.

§ 3. Der Minister kann je nach den spezifischen Zweckbestimmungen der Wohnungen und je nachdem, ob die technischen Anlagen gemeinschaftlich oder individuell sind, verschiedene Kategorien von Energieaudits bestimmen.

Er kann ebenfalls je nachdem, ob die technischen Anlagen gemeinschaftlich oder individuell sind, den Inhalt der in § 2 erwähnten Analysen, die Hypothesen, in denen die im Rahmen der Aufstellung eines Ausweises gesammelten und behandelten Daten zwecks der Erstellung des Energieaudits verwendet werden, sowie die Modalitäten für die Verwendung dieser Daten bestimmen.

§ 4. In den von dem Minister gemäß § 3 bestimmten Hypothesen erstellt der Auditor einen Ausweis und übermittelt diesen dem Antragsteller unter Einhaltung der durch Artikel 598 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgeschriebenen Formen und Fristen.

Art. 5 - § 1. Der Auditbericht enthält mindestens folgende Informationen:

1° die Adresse des Gebäudes;

2° ein Außenfoto von dem Gebäude, auf dem die betroffene Wohnung ggf. identifiziert wird;

3° die Version der verwendeten Software;

4° das Datum des Besuchs des Auditors, des Verfassens des Auditberichts und ggf. dessen Abänderung;

5° die Kategorie des Energieaudits und seine Referenznummer;

6° die Identifizierung des Antragstellers;

- 7° die Identifizierung des Auditors, seine Zulassungsnummer und seine Unterschrift;
- 8° das Ergebnis jeder der in Artikel 4, § 2 erwähnten Bewertungen, Zusammenfassungen und Vergleiche;
- 9° ausführliche Informationen über die Rentabilität der in Artikel 4, § 2 erwähnten Empfehlungen und über die zur Einsetzung dieser Empfehlungen verfügbaren Beihilfen.

Dem Auditbericht wird eine Erläuterungsnotiz beigefügt.

§ 2. Der Minister legt das Muster des Auditberichts fest.

Er kann den Inhalt des Auditberichts unter Berücksichtigung der jeweiligen Kategorien von Energieaudits bestimmen.

Art. 6 - Die im Rahmen der Erstellung eines Energieaudits gesammelten und verwendeten sachlichen Daten können von einem anderen Auditor zwecks der Erstellung eines neuen Energieaudits verwendet werden.

KAPITEL III — die Auditoren

Abschnitt 1 — Zulassung

Art. 7 - § 1. Kann als Auditor zugelassen werden, jede natürliche Person, die folgende Bedingungen erfüllt:

1° ein Diplom als Architekt, Zivilingenieur, Industrieingenieur, Bioingenieur oder ein Master in Umweltwissenschaften und -management besitzen;

2° über eine gültige Zulassung als "P.E.B."-Ausweissteller für ein bestehendes Wohngebäude im Sinne von Artikel 578 des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie verfügen;

3° an der gesamten Ausbildung teilgenommen und die in Artikel 12 und 13 beschriebenen Prüfungen bestanden haben.

§ 2. Die in einem anderen Staat erhaltenen Diplome werden aufgrund von Diplomen nachgewiesen, die den in Absatz 1 erwähnten Diplomen gleichwertig sind.

Art. 8 - § 1. Um als Auditor zugelassen zu werden, verwenden die Bewerber das ihnen zur Verfügung gestellte Formular, das mindestens das Folgende enthält:

1° Name, Vorname und Personalien des Bewerbers;

2° die Referenz der Zulassung als "PEB"-Ausweissteller für bestehende Wohngebäude;

3° die Abschrift des Diploms des Bewerbers.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des in Absatz 1 erwähnten Formulars bestimmen.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Empfang der Bewerbungsakte richtet der Minister oder sein Beauftragter dem Bewerber eine Empfangsbestätigung.

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfindet;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen;

Innerhalb von einer Frist von dreißig Werktagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister oder sein Beauftragter dem Bewerber seine Entscheidung zur Annahme oder Verweigerung der Bewerbung zu.

Ist die Akte unvollständig, so wird der Bewerber in Abweichung von Absatz 3 so schnell wie möglich informiert. In dem Notifizierungsschreiben werden die fehlenden Dokumente angegeben und wird darauf hingewiesen, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

Durch die Zustellung der Annahme der Bewerbung wird dem Bewerber erlaubt, sich an den in den Artikeln 12 und 13 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen anzumelden. Die praktischen Modalitäten für die Veranstaltung dieser Ausbildungen und Prüfungen werden in dem Zustellungsschreiben erwähnt.

§ 3. Nach den in den Artikeln 12 und 13 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen und nach Empfang des in Artikel 15, Absatz 2 erwähnten Berichts erteilt der Minister oder sein Beauftragter den Bewerbern, die die in Artikel 13 erwähnten Prüfungen bestanden haben, die Zulassung.

Art. 9 - In dem Beschluss zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

Er wird dem zugelassenen Bewerber innerhalb von dreißig Werktagen ab dem Empfang des in Artikel 15, Absatz 2 erwähnten Berichts zugestellt.

In dem Zustellungsschreiben werden die Modalitäten für den Zugang zu den Hilfsmitteln angegeben, die in Anwendung von Artikel 4 zu benutzen sind.

Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des Beschlusses.

Art. 10 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Auditoren auf ihrer Webseite.

Abschnitt 2 — Ausbildung der Auditoren

Unterabschnitt 1 — Ausbildung zwecks der Zulassung

Art. 11 - Die Ausbildungen und Prüfungen der Auditorbewerber werden durch in Artikel 21 ff. erwähnte zugelassene Ausbildungszentren organisiert.

Die Ausbildungshilfsmittel werden von dem Minister oder seinem Beauftragten zur Verfügung gestellt.

Art. 12 - § 1. Der Inhalt der Ausbildung und die Ausbildungshilfsmittel umfassen:

1° ein theoretisches Modul von mindestens einem Tag, das sich auf das Folgende bezieht:

a) das Funktionieren und die Anwendung des Verfahrens, der Software und der Datenbank, die in Artikel 4 erwähnt sind;

b) die Bedingungen und das Verfahren der Zulassung, die in den Artikeln 7 ff. erwähnt sind;

c) die Aufgaben des Auditors, die in den Artikeln 18 ff. erwähnt sind;

d) der Inhalt des Energieaudits und des Auditberichts, und die Verwendung der Erläuterungsnotiz, die in den Artikeln 4 und 5 erwähnt sind;

2° ein theoretisches und praktisches Modul von mindestens einem Tag, das sich auf die Bewertungen der Energieeffizienz der Wohnung im Sinne von Artikel 4, § 2, 1° und 2° bezieht;

3° ein theoretisches und praktisches Modul von mindestens einem Tag, das sich auf die in Artikel 4, § 2, 3° bis 5° erwähnten Bewertungen bezieht;

4° ein praktisches Modul von mindestens einem halben Tag, das mindestens drei praktischen Beispiele der vollständigen Eingabe des Energieaudits einer Wohnung umfasst.

Die Dauer der gesamten Ausbildung darf vier Tage nicht überschreiten.

§ 2. Der Bewerber, der nicht an der gesamten Ausbildung teilnimmt, hat keinen Zugang zu den Prüfungen und muss wieder an einer vollständigen Ausbildung teilnehmen.

In Abweichung von Absatz 1 kann eine Abwesenheit, die einen Tag nicht überschreiten darf, durch ein ärztliches Attest oder ein Dokument zur Bescheinigung der höheren Gewalt belegt werden.

Art. 13 - Die Prüfung umfasst eine schriftliche Prüfung, gefolgt von einer mündlichen Prüfung; um die Prüfung zu bestehen, muss eine Note von mindestens 10.00/20 in jeder der schriftlichen und mündlichen Prüfung und eine globale Note von mindestens 12.00/20 erlangt werden.

Die schriftliche Prüfung wird in der Form von Fragen im Multiple-Choice-Verfahren organisiert und betrifft die in Artikel 12, § 1 erwähnten theoretischen und praktischen Aspekte.

Die mündliche Prüfung hat zum Zweck, die Kenntnis der anwendbaren Gesetzgebung, der Aufgaben des Auditors, der Software und des Verfahrens, des Auditberichts und der Erläuterungsnotiz zu prüfen.

Der Bewerber, der bei einer Prüfung nicht erscheint, muss an einer neuen vollständigen Ausbildung teilnehmen und sich den beiden Prüfungen unterziehen.

Der Bewerber, der eine Prüfung nicht besteht, muss an einer neuen vollständigen Ausbildung teilnehmen und sich den beiden Prüfungen unterziehen.

In Abweichung von Absatz 4 kann eine Abwesenheit, die einen Tag nicht überschreiten darf, durch ein ärztliches Attest oder ein Dokument zur Bescheinigung der höheren Gewalt belegt werden. In diesem Fall muss sich der Bewerber der verpassten Prüfung in dem Zentrum, in dem er angemeldet ist, unterziehen.

Außer unter außergewöhnlichen, unvorhersehbaren Umständen, die von dem Willen des Unternehmers unabhängig sind und ordnungsgemäß begründet werden, darf die Anmeldung an einer neuen Ausbildung nicht mehr als einmal wiederholt werden.

Art. 14 - Das Zentrum teilt dem Minister oder seinem Beauftragten mindestens fünfzehn Werktagen vor dem Beginn der Kurse und Prüfungen die dafür vorgesehenen Daten mit.

Der Minister oder sein Beauftragter kann den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnen.

Art. 15 - Innerhalb von fünfzehn Werktagen nach der mündlichen Prüfung händigt das Zentrum den Bewerbern, die die gesamte Ausbildung besucht und die Prüfung bestanden haben, eine Bescheinigung aus.

Innerhalb derselben Frist richtet das Zentrum an den Minister oder seinen Beauftragten einen Bericht, der die Anwesenheit bei den Ausbildungen und die Ergebnisse der mündlichen und schriftlichen Prüfungen jedes Bewerbers angibt.

Die Bescheinigungen und der Bericht werden von dem Verantwortlichen des Zentrums unterzeichnet.

Art. 16 - Um die durch das Organisieren der Ausbildung und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das Zentrum eine Einschreibgebühr bei den Bewerbern erheben.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festsetzen.

Unterabschnitt 2 — Die Fort- und Weiterbildung;

Art. 17 - Die Auditoren nehmen an den von den zugelassenen Zentren organisierten Fort- und Weiterbildungslehrgängen teil, die die Anpassungen des Verfahrens, der Software und der Erläuterungsnotiz infolge von technischen Entwicklungen und unter Berücksichtigung der sich aus der Zertifizierung von Gebäuden ergebenden Daten vorgenommenen Verbesserungen betreffen.

Die Lehrgänge werden von den Zentren organisiert. Sie haben eine jährliche maximale Dauer von vier Tagen.

Die Zentren verwenden die Fort- und Weiterbildungshilfsmittel, die ihnen von dem Minister oder seinem Beauftragten zur Verfügung gestellt werden.

Der Minister oder sein Beauftragter kann zusätzliche Fort- und Weiterbildungslehrgänge in der Form von Seminaren organisieren, insbesondere um den Auditoren allgemeine Information über die Verwendung des Verfahrens und der Software sowie über die Verbindungen zwischen dem Energieaudit und den Beihilfemechanismen mitzuteilen.

Abschnitt 3 — Aufgaben der Auditoren

Art. 18 - § 1. Der Auditor führt selber alle Aufgaben durch, die zur Erstellung des Energieaudits und seines Berichts notwendig sind, insbesondere:

1° Besuch des Gebäudes, Sammlung und Verarbeitung der Daten und Eingabe in die Datenbank;

2° die in Artikel 4, § 2 erwähnten Bewertungen.

Der Auditor verwendet die Datenbank zu keinem anderen Zweck als zur Erstellung des Energieaudits.

§ 2. Im Rahmen der in Artikel 4, § 2, 1°, 3° und 4° erwähnten Bewertungen erkundigen sich die Auditoren nach dem genauen Willen des Antragstellers, was die geplanten Abänderungen des geschützten Volumens oder der Energiesektoren und die beabsichtigten Verbesserungen betrifft.

Der Auditbericht wird von dem Auditor mithilfe der in Artikel 5, § 1 erwähnten Erläuterungsnotiz in Anwesenheit des Antragstellers erklärt und kommentiert.

Art. 19 - Die Auditoren üben ihr Amt in aller Unabhängigkeit aus.

Im Rahmen ihrer Aufgaben als Auditoren machen die Auditoren kein gewerbliches Angebot bezüglich der Energieversorgung des Gebäudes oder der Maßnahmen zur Energieeinsparung, die in dem Energieaudit empfohlen werden.

Unbeschadet von den in den Artikeln 25 ff. erwähnten Kontrollen übermitteln die Auditoren Drittpersonen außer mit der vorherigen Zustimmung des Antragstellers keine Information über die Ergebnisse des Energieaudits.

Art. 20 - Die Auditoren teilen dem Minister oder seinem Beauftragten jede Abänderung der in dem in Artikel 8, § 1 aufgenommenen Informationen sofort mit.

KAPITEL IV — Zugelassene Ausbildungszentren

Abschnitt 1 — Zulassung

Art. 21 - Um zugelassen zu werden, muss das Ausbildungszentrum die in Artikel 12 und 13 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen sowie die in Artikel 17, Absätzen 1 bis 3 erwähnten Fort- und Weiterbildungslehrgänge organisieren und die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° über die notwendigen technischen und EDV- Ausrüstungen und Räumlichkeiten, die der Anzahl Bewerber angepasst sind, verfügen;

2° über Lehrpersonal, das den folgenden Bedingungen genügt, verfügen:

a) seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer gültigen Zulassung, die gemäß dem vorliegenden Erlass erhalten wurde, bei der in Artikel 13 erwähnten Prüfung ein Ergebnis von mindestens 16.00/20 erreicht haben, nicht Gegenstand einer Mahnung oder einer in Artikel 27 erwähnten Strafmaßnahme gewesen sein, und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Energieaudits erstellt haben;

b) nicht Gegenstand einer Mahnung oder einer in Artikel 602 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten Strafmaßnahme gewesen sein, und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Ausweise erstellt haben;

c) an der von dem Minister oder seinem Beauftragten organisierten Ausbildung als Ausbilder teilgenommen haben, die sich auf den in Artikel 12, § 1 erwähnten Inhalt bezieht, und die ein pädagogisches Modul enthält über die für die VEG-Ausbildung spezifischen Unterrichtsmethoden und -praktiken sowie über die Verbreitung von konkreten Beispielen, um die wichtigen Thematiken zu erörtern und sie den zukünftigen Bewerbern optimal zu vermitteln.

Art. 22 - § 1. Der Zulassungsantrag wird von dem Vertreter des Zentrums anhand des ihm zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Das Formular des Zulassungsantrags enthält mindestens folgende Informationen:

1° Identifizierung des Zentrums und Personalien der Person(en), die es vertritt (vertreten), sowie deren Unterschrift;

2° Identifizierung der Lehrkräfte, die von dem Zentrum benannt werden, und deren Unterschrift.

Der Minister kann die Form und den Inhalt des Formulars für den Zulassungsantrag bestimmen.

§ 2. Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Empfang der Bewerbungsakte für die Zulassung richtet der Minister oder sein Beauftragter dem Bewerber eine Empfangsbestätigung.

Werden in der Empfangsbestätigung angegeben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, binnen welcher der Beschluss stattfindet;

3° die Einspruchsmöglichkeiten und die dafür zuständigen Instanzen, sowie die zu beachtenden Formen und Fristen.

Innerhalb von einer Frist von dreißig Werktagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister oder sein Beauftragter dem Bewerber seine Entscheidung zu.

Ist die Akte unvollständig, so wird der Bewerber in Abweichung von Absatz 3 so schnell wie möglich informiert. In dem Notifizierungsschreiben wird angegeben, welche Dokumente fehlen, und darauf hingewiesen, dass die in Absatz 3 genannte Frist ab dem Eingang der gesamten fehlenden Dokumente zu laufen anfängt.

§ 3. In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

Die Zulassung läuft ab dem Datum der Unterzeichnung des Zulassungserlasses.

Art. 23 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren auf ihrer Webseite.

Abschnitt 2 — Aufgaben

Art. 24 - Die Zentren bieten den Bewerbern, die die in Artikel 8 § 2, Absatz 5 erwähnte Zustellung ihrer Annahme erhalten haben, die in den Artikeln 11 bis 16 erwähnte Ausbildung zwecks der Zulassung an.

Sie bieten den Auditoren ebenfalls die in Artikel 17 erwähnte Fort- und Weiterbildung an.

Sie verwenden die in Artikel 11 und 17 erwähnten Ausbildungshilfsmittel.

Der Minister kann die praktischen Modalitäten für die Organisation der in Artikeln 12 und 13 genannten Ausbildungen und Prüfungen sowie der in Artikel 17 erwähnten Fort- und Weiterbildung bestimmen.

Die in Absatz 3 erwähnten Modalitäten betreffen mindestens die harmonisierte Organisation und die Koordinierung zwischen den Zentren:

1° der Benennung von Lehrkräften gemäß Artikel 21, 2°

2° des Zugangs zu den Ausbildungen und Prüfungen für die aufgrund von Artikel 8, § 2, Absatz 5 zugelassenen Bewerber, und der diesen Bewerbern zu übermittelnden Informationen bezüglich der Organisation dieser Ausbildungen und Prüfungen;

3° des Zugangs zu der Fort- und Weiterbildung und der den Auditoren zu übermittelnden Informationen bezüglich der Organisation der Lehrgänge der Fort- und Weiterbildung;

4° des pädagogischen Inhalts der in Artikel 12 und 17 erwähnten Ausbildungshilfsmittel;

5° der in Artikel 13 erwähnten Bewertung;

6° des Verfahrens zur Mitteilung der Ergebnisse der Bewertungen durch die Zentren.

KAPITEL V — *Kontrollen und Strafmaßnahmen**Abschnitt 1 — Kontrolle der Energieaudits*

Art. 25 - Der Minister oder sein Beauftragter ist berechtigt, die Energieaudits zu kontrollieren.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Auditoren

Art. 26 - Wenn ein Auditor gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann er bestraft werden.

Die betreffenden Verstöße sind:

1° die mangelnde Qualität der Energieaudits, die insbesondere durch das Folgende festgestellt wird:

a) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität oder Vollständigkeit der erfassten Daten oder der Ergebnisse;

b) infolge von Unzulänglichkeiten hinsichtlich der Qualität, der Durchführbarkeit und der Kohärenz der in den Empfehlungen aufgeführten Verbesserungsvorschläge;

2° die Nichteinhaltung der Anforderungen bezüglich der Erstellung des Energieaudits und seines Berichts;

3° die Nichteinhaltung der in den Artikeln 18 bis 20 erwähnten Verpflichtungen;

4° im Falle einer Mahnung oder einer zeitweiligen Aussetzung, die Tatsache, dass die Audits, deren mangelnde Qualität festgestellt wurde, nicht verbessert oder ergänzt werden, oder die Nichtteilnahme an den in Artikel 12 und 13 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen.

Art. 27 - Die möglichen Strafmaßnahmen sind die Mahnung, die zeitweilige Aussetzung der Zulassung und der Entzug der Zulassung.

Die Mahnung und die zeitweilige Aussetzung geben dem Auditor die Verpflichtung, sich mit den Anforderungen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung zu bringen, die Audits, deren mangelnde Qualität festgestellt wurde, zu verbessern oder zu ergänzen, und an den in Artikel 12 und 13 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen teilzunehmen.

Art. 28 - Wenn der Minister beabsichtigt, einen Auditor zu bestrafen, informiert der Minister oder sein Beauftragter ihn per Einschreiben.

In diesem Schreiben werden die festgestellten Versäumnisse, die ggf. geplante Strafmaßnahme, die Person, die die Anhörung vornehmen wird, das Datum und der Ort der Anhörung, an dem der Auditor vorgeladen wird, um ggf. im Beisein seines Rechtsanwalts seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie der Auditor in die vollständige Akte betreffend die vorgeworfenen Versäumnisse Einsicht nehmen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Dieses Protokoll wird dem Auditor binnen zwanzig Werktagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister stellt dem Auditor seinen Beschluss binnen vierzig Werktagen nach der Anhörung zu.

Art. 29 - Im Falle einer Mahnung, einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung informiert der Auditor sofort alle Antragsteller, mit denen Verträge zwecks der Erstellung eines Energieaudits laufen.

Abschnitt 3 — Kontrolle der zugelassenen Ausbildungszentren

Art. 30 - Wenn ein Zentrum gegen seine Verpflichtungen verstößt, kann es bestraft werden.

Die möglichen Strafmaßnahmen sind die Mahnung, die zeitweilige Aussetzung der Zulassung und der Entzug der Zulassung.

Die Mahnung und die zeitweilige Aussetzung geben dem Zentrum die Verpflichtung, sich mit den Anforderungen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung zu bringen.

Art. 31 - Wenn der Minister beabsichtigt, ein Zentrum zu bestrafen, informiert der Minister oder sein Beauftragter das Zentrum per Einschreiben.

In diesem Schreiben werden die festgestellten Versäumnisse, die ggf. geplante Strafmaßnahme, die Person, die die Anhörung vornehmen wird, das Datum und der Ort der Anhörung, an dem das Zentrum vorgeladen wird, um ggf. im Beisein seines Rechtsanwalts seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie das Zentrum in die vollständige Akte betreffend die vorgeworfenen Versäumnisse Einsicht nehmen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Dieses Protokoll wird dem Zentrum binnen zwanzig Werktagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister richtet seinen Beschluss an das Zentrum binnen vierzig Werktagen nach der Anhörung.

KAPITEL VI — *Verschiedene und Schlussbestimmungen*

Art. 32 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens wird an dem vom Minister festgesetzten Datum aufgehoben.

Die Ergebnisse der durch denselben Erlass geregelten Audits, deren Erstellung vor dem in Absatz 1 erwähnten Datum angefangen wurde, können spätestens innerhalb von drei Monaten nach dem in Absatz erwähnten Datum in die in Artikel 9, Absatz 2 desselben Erlasses erwähnten Datenbank gesandt werden.

In Abweichung von Artikel 7, 1° und 3° beantragen und erhalten die als Auditor für die Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zugelassenen Personen ihre Zulassung für die Durchführung von Energieaudits im Sinne des vorliegenden Erlasses spätestens innerhalb von zwei Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, indem sie an der in Artikel 12 erwähnten Ausbildung teilnehmen und die in Artikel 13, Absatz 3 erwähnte einzige mündliche Prüfung mit einer Note von mindestens 12.00/20 bestehen.

Art. 33 - Artikel 21, 2° ist bis zum 1. Januar 2015 anwendbar; inzwischen wird das Lehrpersonal aus der vom Minister gebildeten Reserve genommen.

Die in Absatz 1 erwähnte Reserve ist aus Personen zusammengesetzt, die die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer gültigen Zulassung sein, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Zulassung der Auditoren zur Durchführung von Energieaudits im Bereich des Wohnungswesens erhalten wurde, bei der in Artikel 4 desselben Erlasses erwähnten Prüfung ein Ergebnis von mindestens 16.00/20 erreicht haben, nicht Gegenstand einer Mahnung oder einer in Artikel 7 desselben Erlasses erwähnten Strafmaßnahme gewesen sein, und gemäß demselben Erlass fünf Energieaudits erstellt haben;

2° seit mindestens zwei Jahren Inhaber einer gültigen Zulassung sein, die gemäß Artikel 583 ff. des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erhalten wurde, und nicht Gegenstand einer Mahnung oder einer in Artikel 602 desselben Gesetzbuches erwähnten Strafmaßnahme gewesen sein;

3° an der von dem Minister oder seinem Beauftragten organisierten Ausbildung als Ausbilder teilgenommen haben, die sich auf den in Artikel 12, § 1 erwähnten Inhalt bezieht, und die ein pädagogisches Modul enthält über:

a) die für die VEG-Ausbildung spezifischen Unterrichtsmethoden und -praktiken;

b) die Verbreitung von konkreten Beispielen, um die wichtigen Thematiken zu erörtern und sie den zukünftigen Bewerbern optimal zu vermitteln.

Die in der in Absatz 1 erwähnten Reserve aufgenommenen Personen verfügen über eine gültige Zulassung als Auditor.

Art. 34 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. November 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3528

[2012/206685]

15 NOVEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de energie-audit van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 36bis;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditoren die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2012;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2012;

Gelet op het advies 51.916/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. § 1. Dit besluit is van toepassing op de woningen waarvan de datum van ontvangst van de eerste vergunningsaanvraag voorafgaat aan 1 mei 2010.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « vergunning » : de stedenbouwkundige vergunning bedoeld in de artikelen 84, § 1, 89 en 127, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie of de eenmalige vergunning bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° « werkdag » : elke dag van de week, zondagen en wettelijke feestdagen uitgezonderd.

Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd;

3° « auditor » : de energie-auditor erkend overeenkomstig de vereisten van dit besluit;

4° « procedure » : de energie-adviesprocedure, hierna « EAP » genoemd, van toepassing met het oog op de vastlegging van de energie-audit;

5° « software » : de software i.v.m. de energie-adviesprocedure;

6° « database » : de database i.v.m. de software en de procedure;

7° « certificaat » : Het « PEB »-certificaat voor een bestaand residentieel gebouw, opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 577 en volgende van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie;

8° « administratie » : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw;

9° « Minister » : de Minister die voor het Energiebeleid bevoegd is;

10° « centrum » : het opleidingscentrum erkend overeenkomstig de voorwaarden van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Energie-audit van de woningen*

Art. 3. Elk houder van een zakelijk recht of huurder van een woning kan verzoeken om de uitvoering van een energie-audit.

Art. 4. § 1. De energie-audit wordt uitgevoerd door een auditor bedoeld in artikel 2, § 2, 3°.

De audit is het resultaat van de toepassing van de procedure en van het gebruik van de software die ter beschikking van de auditoren gesteld wordt.

De overeenkomstig het tweede lid verzamelde en verwerkte gegevens worden door de auditor geregistreerd op basis van gegevens die ter beschikking van de auditoren gesteld worden voor de uitgave van het auditrapport.

Voor de overlegging van het auditrapport aan de aanvrager alsook voor de uitleg en de toelichting bedoeld in artikel 18, § 2, wordt door de auditeur gezorgd binnen dertig werkdagen, te rekenen van de datum van de registrering bedoeld in het derde lid.

§ 2. De energie-audit betreft minstens de volgende aspecten :

1° een beoordeling van de energieprestatie die de bestaande toestand van de woning omschrijft, waarbij desgevallend rekening wordt gehouden met de door de aanvrager overwogen wijzigingen van het beschermde volume of van de energiesectoren ;

2° bij gebrek aan de beoordeling bedoeld in 1°, een beoordeling van de energieprestatie die de bestaande toestand van de woning omschrijft;

3° een gecijferde beoordeling van de door de aanvrager geplande energieverbeteringen, die uitleg en toelichting inhoudt over de overwogen aanbevelingen en uitgaat van de toestand bedoeld in 1° of, zo niet, in 2°;

4° een gecijferde beoordeling van de door de auditor aanbevolen energieverbeteringen, met inachtneming van de technische eisen, de verwachte energiewinsten en de geraamde retourtijd, die uitleg en toelichting inhoudt over de overwogen aanbevelingen en uitgaat van de toestand bedoeld in 1° of, zo niet, in 2°;

5° de synthese en de vergelijking van de resultaten van de beoordelingen bedoeld in 3° en 4°.

§ 3. De Minister kan verschillende categorieën van energie-audit vastleggen op basis van de specifieke bestemmingen van de woningen en rekening houdend met het gemeenschappelijke of individuele karakter van de technische installaties.

Rekening houdend met het gemeenschappelijke of individuele karakter van de technische installaties, kan hij ook de inhoud preciseren van de analyses bedoeld in paragraaf 2, de gevallen bepalen waarin de in het kader van de opstelling van een certificaat ingezamelde en verwerkte gegevens gebruikt worden met het oog op de uitvoering van de energie-audit, en de modaliteiten voor het gebruik van die gegevens vastleggen.

§ 4. In de gevallen die de Minister overeenkomstig paragraaf 3 bepaalt, stelt de auditeur een certificaat op dat hij aan de aanvrager richt in de vormen en binnen de termijnen bepaald bij artikel 598 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie.

Art. 5. § 1. Het auditrapport bevat minstens de volgende gegevens :

1° het adres van het gebouw;

2° een foto van de buitenkant van het gebouw waarop desgevallend de betrokken woning geïdentificeerd wordt;

3° de versie van de gebruikte software;

4° de datum van het bezoek van de auditor, de datum van opstelling van het auditrapport en, desgevallend, de datum van wijziging;

5° de categorie energie-audit en het referentienummer ervan;

6° de identificatie van de aanvrager;

7° de identificatie van de auditor, zijn erkenningsnummer en handtekening;

8° het resultaat van elk van de beoordelingen, syntheses en vergelijkingen bedoeld in artikel 4, § 2;

9° uitvoerige gegevens over de rendabiliteit van de aanbevelingen bedoeld in artikel 4, § 2, en de beschikbare hulpmiddelen om die aanbevelingen ten uitvoer te leggen.

Het auditrapport gaat vergezeld van een uitlegbrochure.

§ 2. De Minister bepaalt het model van het auditrapport.

Hij kan de inhoud van het auditrapport nader bepalen met inachtneming van de verschillende categorieën energie-audit.

Art. 6. De objectieve gegevens ingezameld en gebruikt voor de uitvoering van een energie-audit kunnen weer gebruikt worden door een andere auditor om een nieuwe energie-audit uit te voeren.

HOOFDSTUK III. — *Auditoren*

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 7. § 1. Om als auditor erkend te worden, voldoet elke natuurlijke persoon aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een diploma architect, burgerlijk ingenieur, industrieel ingenieur, bio-ingenieur of een master in de wetenschappen en milieubeheer;

2° beschikken over een geldige erkenning als EPB-certificeerder voor bestaande residentiële gebouwen in de zin van artikel 578 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie;

3° het geheel van de opleiding gevolgd hebben en geslaagd zijn voor de proeven omschreven in de artikelen 12 en 13.

§ 2. Diploma's behaald in een andere Staat worden gerechtvaardigd op basis van diploma's gelijkwaardig aan die bedoeld in het eerste lid.

Art. 8. § 1. Om als auditor erkend te worden, maken de kandidaten gebruik van het formulier dat hen ter beschikking gesteld wordt en dat minstens het volgende inhoudt :

1° de naam, voornaam en personalia van de kandidaat;

2° de referentie van de erkenning als EPB-certificeerder voor bestaande residentiële gebouwen;

3° de afschrift van het diploma van de kandidaat.

De vorm en de inhoud van het formulier bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Minister.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het kandidatuurdossier richt de Minister of zijn afgevaardigde een bericht van ontvangst aan de kandidaat.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;

3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de in acht te nemen vormen en termijnen.

Binnen een termijn van dertig werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst, geeft de Minister of zijn afgevaardigde de kandidaat kennis van zijn beslissing waarbij hij de kandidatuur al dan niet aanneemt.

Als het dossier onvolledig is, wordt de kandidaat zo spoedig mogelijk ingelicht, in afwijking van het derde lid. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

Na kennisgeving van de aanvaarding van de kandidatuur mag de kandidaat zich inschrijven voor de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 en 13. De kennisgeving vermeldt de praktische modaliteiten voor de organisatie van die opleidingen en examens.

§ 3. Na afloop van de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 en 13 en na ontvangst van het rapport bedoeld in artikel 15, tweede lid, erkent de Minister of zijn afgevaardigde de kandidaten die geslaagd zijn voor de proeven bedoeld in artikel 13.

Art. 9. De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

Ze wordt aan de erkende kandidaat meegedeeld binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van het rapport bedoeld in artikel 15, tweede lid.

De modaliteiten betreffende de toegang tot de overeenkomstig artikel 4 aan te wenden hulpmiddelen worden nader bepaald in de kennisgeving.

De erkenning begint te lopen op de datum van de ondertekening van de beslissing.

Art. 10. De Administratie maakt de lijst van de erkende auditers bekend op haar website en werkt ze bij.

Afdeling 2. — Opleiding van de auditoren

Onderafdeling 1. — Opleiding met het oog op de erkenning

Art. 11. De opleidingen en de examens van de kandidaten-auditoren worden georganiseerd door de erkende opleidingscentra bedoeld in de artikelen 21 en volgende.

De opleidingsdragers worden door de Minister of zijn afgevaardigde ter beschikking gesteld.

Art. 12. § 1. De inhoud en de opleidingsdragers omvatten :

1° een module theorie van minimum één dag betreffende :

a) de werking en de toepassing van de procedure, de software en de databank bedoeld in artikel 4;

b) de erkenningsvoorwaarden en -procedure bedoeld in de artikelen 7 en volgende;

c) de opdrachten van de auditor bedoeld in de artikelen 18 en volgende;

d) de inhoud van de energie-audit en van het auditrapport en het gebruik van de uitlegbrochure, bedoeld in de artikelen in de artikelen 4 en 5;

2° een module theorie en praktijk van minimum één dag betreffende de in artikel 4, § 2, 1° en 2° bedoelde beoordelingen van de energieprestatie van de woning;

3° een module theorie en praktijk van minimum één dag betreffende de beoordelingen bedoeld in artikel 4, § 2, 3° en 5°;

4° een module praktijk van minimum een halve dag, dat minstens drie praktische voorbeelden geeft van het uitvoerig coderen van de energie-audit van een woning.

De gezamenlijke opleiding mag niet meer dan vier dagen in beslag nemen.

§ 2. De kandidaat die de opleiding niet in haar geheel volgt, mag niet deelnemen aan de onderdelen van het examen en moet een volledige nieuwe opleiding volgen.

In afwijking van het eerste lid, kan een afwezigheid, die niet meer dan één dag mag bedragen, gerechtvaardigd worden aan de hand van een medisch certificaat of een bewijsstuk waaruit blijkt dat ze aan overmacht te wijten is.

Art. 13. Het examen bestaat uit een schriftelijke en uit een mondelinge proef. Er wordt voor het examen geslaagd indien minstens 10.00/20 in beide proeven en 12.00/20 in totaal wordt behaald.

De schriftelijke proef wordt georganiseerd op basis van een multiplechoice-vragenlijst en betreft de theoretische en praktische aspecten bedoeld in artikel 12, § 1.

De mondelinge proef slaat op de kennis van de toe te passen regelgeving, de opdrachten van de auditor, de software en de procedure, het auditrapport en de uitlegbrochure.

De kandidaat die niet opdaagt voor een proef moet een volledige nieuwe opleiding volgen en beide proeven afleggen.

De kandidaat die niet voor een proef slaagt moet een volledige nieuwe opleiding volgen en beide proeven afleggen.

In afwijking van het vierde lid, kan een afwezigheid, die niet meer dan één dag mag bedragen, gerechtvaardigd worden aan de hand van een medisch certificaat of een bewijsstuk waaruit blijkt dat ze aan overmacht te wijten is. In dat geval moet de kandidaat de gemiste proef afleggen in het centrum waar hij ingeschreven is.

Behoudens buitengewone, niet te voorzien, niet van de wil van de kandidaat afhankelijke en behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, mag de inschrijving voor een nieuwe opleiding niet meer dan één keer hernieuwd worden.

Art. 14. De data van de cursussen en examens worden minstens vijftien werkdagen vóór aanvang ervan door het centrum aan de Minister of zijn afgevaardigde meegedeeld.

De Minister of zijn afgevaardigde mag de opleidingen en examens bijwonen.

Art. 15. Binnen vijftien werkdagen na de mondelinge proef richt het centrum een attest aan de kandidaten die de opleiding in haar geheel gevolgd hebben en voor de proeven geslaagd zijn.

Binnen dezelfde termijn richt het centrum aan de Minister of aan zijn afgevaardigde een rapport waarin de aanwezigheden op de opleidingen en de uitslagen van de schriftelijke en mondelinge proeven van elke kandidaat vermeld worden.

De attesten en het rapport worden door de verantwoordelijke van het centrum getekend.

Art. 16. Om de kosten van de organisatie van de opleidingen en examens te dekken, mag het centrum een inschrijvingsrecht bij de kandidaten innen.

De Minister kan het maximumbedrag van het inschrijvingsrecht vastleggen.

Onderafdeling 2. — Voortgezette opleiding

Art. 17. De auditoren volgen voortgezette opleidingssessies i.v.m. het bijsturen van de procedure, de software en de uitlegbrochure ingevolge de technische ontwikkelingen en de verbeteringen verricht bij het in aanmerking nemen van de gegevens uit de certificering van de woningen.

De sessies worden door de centra georganiseerd. Ze hebben een maximumduur van vier dagen per jaar.

De centra maken gebruik van de voortgezette opleidingsdragers die hen door de Minister of zijn afgevaardigde ter beschikking gesteld worden.

De Minister of zijn afgevaardigde kan aanvullende opleidingssessies in de vorm van seminaria organiseren o.a. met het oog op de mededeling aan de auditoren van algemene informatie over de toepassing van de procedure en de software, alsook over de links tussen de energie-audit en de hulpmechanismen die in Wallonië georganiseerd worden.

Afdeling 3. — Opdrachten van de auditoren

Art. 18. § 1. De auditor vervult persoonlijk alle taken die nodig zijn voor het opmaken van de energie-audit en van zijn rapport, met name :

1° het bezoek van het gebouw, de inzameling en verwerking van de gegevens en de opslag ervan in de databank;

2° de beoordelingen bedoeld in artikel 4, § 2.

De auditor gebruikt de databank alleen om de energie-audit uit te voeren.

§ 2. In het kader van de beoordelingen bedoeld in artikel 4, § 2, 1°, 3° en 4°, moeten de auditoren rekening houden met de wens van de aanvrager wat betreft de geplande wijzigingen van het beschermde volume of de energiesectoren, en met de overwogen verbeteringen.

Het auditrapport wordt in aanwezigheid van de aanvrager door de auditor uitgelegd aan de hand van de uitlegbrochure bedoeld in artikel 5, § 1.

Art. 19. De auditoren vervullen hun opdracht in alle onafhankelijkheid.

In het kader van hun opdrachten doen de auditoren geen enkel commercieel voorstel betreffende de energievoorziening van het gebouw of de energiebesparingsmaatregelen aanbevolen in de energie-audit.

Onverminderd de controles bedoeld in de artikelen 25 en volgende, verstrekken de auditoren geen informatie aan derden i.v.m. de resultaten van de energie-audit, behoudens voorafgaande toestemming van de aanvrager.

Art. 20. De auditoren geven de Minister of zijn afgevaardigde onmiddellijk kennis van elke wijziging in de gegevens opgenomen in het formulier bedoeld in artikel 8, § 1.

HOOFDSTUK IV. — Erkende opleidingscentra

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 21. Om erkend te worden, organiseert het opleidingscentrum de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 en 13 alsook de voortgezette opleidingssessies bedoeld in artikel 17, eerste tot derde lid, en voldoet het aan de volgende voorwaarden :

1° beschikken over de nodige technische en informaticamiddelen en over lokalen geschikt voor het aantal kandidaten;

2° beschikken over onderwijzend personeel dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) sinds minstens twee jaar houder zijn van een geldige erkenning die overeenkomstig dit besluit verkregen werd, minstens 16.00/20 behaald hebben voor het examen bedoeld in artikel 13, niet het voorwerp zijn geweest van een aanmaning of een sanctie bedoeld in artikel 27 en vijf energie-audits uitgevoerd hebben in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum;

b) niet het voorwerp zijn geweest van een aanmaning of een sanctie bedoeld in artikel 602 Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, en vijf certificaten hebben opgesteld in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum;

c) de door de Minister of zijn afgevaardigde georganiseerde opleidersopleiding gevolgd hebben die betrekking heeft op de inhoud bedoeld in artikel 12, § 1, en die bestaat uit een module pedagogie besteed aan de onderwijsmethodes en -praktijken eigen aan de opleiding PAE alsook aan de verspreiding van concrete voorbeelden aan de hand waarvan de belangrijke thematieken aangesneden kunnen worden alvorens ze op optimale wijze aan de toekomstige kandidaten overgemaakt worden.

Art. 22. § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de vertegenwoordiger van het centrum ingediend d.m.v. het ter beschikking gestelde formulier.

Het erkenningsaanvraagformulier vermeldt op zijn minst de volgende gegevens :

1° de identificatie van het centrum en de personalia van de persoon/personen die het vertegenwoordigt/vertegenwoordigen, alsook zijn/hun handtekening;

2° de identificatie van de leden van het onderwijzend personeel aangewezen door het centrum en hun handtekening.

De vorm en de inhoud van het erkenningsaanvraagformulier worden nader bepaald worden door de Minister.

§ 2. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het kandidatuurdossier richt de Minister of zijn afgevaardigde een bericht van ontvangst aan de kandidaat.

Het bericht van ontvangst vermeldt :

1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst is genomen;

2° de termijn waarin de beslissing genomen moet worden;

3° de beroepsmiddelen en de bevoegde instanties almede de in acht te nemen vormen en termijnen.

Binnen een termijn van dertig werkdagen, te rekenen van de datum van verzending van het bericht van ontvangst, geeft de Minister of zijn afgevaardigde de kandidaat kennis van zijn beslissing.

Als het dossier onvolledig is, wordt de kandidaat zo spoedig mogelijk ingelicht, in afwijking van het derde lid. Deze kennisgeving vermeldt de ontbrekende stukken en verduidelijkt dat de in het derde lid bedoelde termijn bij de ontvangst van het geheel van de ontbrekende stukken begint te lopen.

§ 3. Het ministerieel besluit tot toekenning van de erkenning vermeldt het erkenningsnummer.

De erkenning begint te lopen te rekenen van de datum van ondertekening van het ministerieel besluit.

Art. 23. De administratie maakt de lijst van de erkende opleidingscentra bekend op haar website en werkt ze bij.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 24. De centra geven de kandidaten die de in artikel 8, § 2, vijfde lid, bedoelde kennisgeving van aanvaarding ontvangen hebben, de opleiding met het oog op de erkenning, bedoeld in de artikelen 11 tot 16.

Ze geven ook aan de auditoren de voortgezette opleiding bedoeld in artikel 17.

Ze maken gebruik van de opleidingsdragers bedoeld in de artikelen 11 en 17.

De praktische modaliteiten voor de organisatie van de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 tot 13 alsook van de voortgezette opleiding bedoeld in artikel 17 kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De modaliteiten bedoeld in het derde lid betreffen op zijn minst de geharmoniseerde organisatie en de coördinatie tussen de centra :

1° de aanwijzing van de leden van het onderwijzend personeel, overeenkomstig artikel 21, 2°;

2° de toegang tot de opleidingen en examens voor de kandidaten toegelaten krachtens artikel 8, § 2, vijfde lid, en de aan die kandidaten te verstrekken informatie i.v.m. de organisatie van die opleidingen en examens;

3° de toegang tot de voortgezette opleiding en de aan de auditoren te verstrekken informatie i.v.m. de organisatie van de voortgezette opleidingssessies;

4° van de pedagogische inhoud van de opleidingsdragers bedoeld in de artikelen 12 en 17;

5° de beoordeling bedoeld in artikel 13;

6° de procedure voor de mededeling van de resultaten van de beoordelingen door de centra.

HOOFDSTUK V. — Controles en sancties

Afdeling 1. — Controle van de energie-audits

Art. 25. De Minister of zijn afgevaardigde is gemachtigd om controle te voeren op de energie-audits.

Afdeling 2. — Controle op de auditoren

Art. 26. Als een auditor zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan hij een sanctie oplopen.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

1° de slechte kwaliteit van de energie-audits, vastgesteld o.a. :

a) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit en de volledigheid van de opgenomen gegevens of de resultaten;

b) wegens tekortkomingen op het vlak van de kwaliteit, de haalbaarheid en de cohesie van de verbeteringsvoorstellen opgenomen in de aanbevelingen;

2° het niet-naleven van de vereisten betreffende het uitwerken van de energie-audit en het desbetreffende rapport;

3° het niet-nakomen van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 18 tot 20;

4° in geval van waarschuwing of tijdelijke opschorting, het niet rechtzetten of aanvullen van de audits waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld of het niet deelnemen aan de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 en 13.

Art. 27. Mogelijke sancties zijn de waarschuwing, de tijdelijke opschorting en de intrekking van de erkenning.

De waarschuwing en de tijdelijke opschorting houden voor de auditeur de verplichting in zich naar de bepalingen van dit besluit te richten, de audits waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld bij te sturen of aan te vullen en aan de opleidingen en examens bedoeld in de artikelen 12 en 13 deel te nemen.

Art. 28. Als de Minister van plan is een auditeur te straffen, brengt hij of zijn afgevaardigde hem bij aangetekend schrijven daarvan op de hoogte.

Dat schrijven vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de persoon die tot het verhoor zal overgaan, de datum waarop en de plaats waar de auditeur erom verzocht wordt zijn opmerkingen te laten gelden, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, en de wijze waarop de auditeur het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan inkijken.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. De auditeur wordt binnen twintig werkdagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan de auditeur binnen een termijn van veertig werkdagen na het verhoor.

Art. 29. In geval van waarschuwing, opschorting of intrekking van de erkenning, verwittigt de auditeur onmiddellijk alle aanvragers met wie contracten lopen met het oog op de uitvoering van een energie-audit.

Afdeling 3. — Controle op de erkende opleidingscentra

Art. 30. Als een centrum zijn verplichtingen verzuimt na te komen, kan het een sanctie oplopen.

Mogelijke sancties zijn de waarschuwing, de tijdelijke opschorting en de intrekking van de erkenning.

De waarschuwing en de tijdelijke opschorting houden voor het centrum de verplichting in zich naar de bepalingen van dit besluit te richten.

Art. 31. Als de Minister van plan is een centrum te straffen, brengt hij of zijn afgevaardigde het bij aangetekend schrijven daarvan op de hoogte.

Dat schrijven vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de persoon die tot het verhoor zal overgaan, de datum waarop en de plaats waar het centrum erom verzocht wordt zijn opmerkingen te laten gelden, desgevallend bijgestaan door zijn raadsman, en de wijze waarop het centrum het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan inkijken.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. Het centrum wordt binnen twintig werkdagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan het centrum binnen een termijn van veertig werkdagen na het verhoor.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse en slotbepalingen*

Art. 32. Het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren wordt opgeheven op de datum die door de Minister bepaald wordt.

De resultaten van de bij hetzelfde besluit geregelde audits waarvan de uitvoering begint voor de datum bedoeld in het eerste lid kunnen uiterlijk binnen drie maanden na de in het eerste lid bedoelde datum gestuurd worden naar de databank bedoeld in artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit.

In afwijking van artikel 7, 1^o en 3^o, vragen en krijgen de personen erkend als auditor voor de uitvoering van energie-audits in de huisvestingssector krachtens het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 hun erkenning voor de uitvoering van energie-audits in de zin van dit besluit uiterlijk binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, op voorwaarde dat ze de in artikel 12 bedoelde opleiding volgen en slagen (minstens 12.00/20) voor de mondelinge proef bedoeld in artikel 13, derde lid.

Art. 33. Artikel 21, 2^o, is van toepassing tot 1 januari 2015; ondertussen wordt het onderwijzend personeel gehaald uit de reserve die door de Minister.

De reserve bedoeld in het eerste lid bestaat uit personen die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o sinds minstens twee jaar houder zijn van een geldige erkenning die verkregen werd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot vastlegging van de erkenningsmodaliteiten voor de auditeurs die energieaudits in de huisvestingssector uitvoeren, na minstens 16.00/20 te hebben behaald voor de beoordeling bedoeld in artikel 4 van hetzelfde besluit, niet het voorwerp zijn geweest van een aanmaning of een sanctie bedoeld in artikel 7 van hetzelfde besluit en vijf energie-audits uitgevoerd hebben overeenkomstig hetzelfde besluit;

2^o sinds minstens twee jaar houder zijn van een geldige erkenning, verkregen overeenkomstig de artikelen 583 en volgende van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Erfgoed en Energie, en niet het voorwerp zijn geweest van een aanmaning of een sanctie bedoeld in artikel 602 van hetzelfde Wetboek;

3^o de door de Minister of zijn afgevaardigde georganiseerde opleidersopleiding gevolgd hebben die betrekking heeft op de inhoud bedoeld in artikel 12, § 1, en die bestaat uit een module pedagogie besteed aan :

a) de onderwijsmethodes en -praktijken eigen de opleiding PAE;

b) de verspreiding van concrete voorbeelden op grond waarvan de belangrijke thematieken aangesneden worden alvorens ze op optimale wijze aan de toekomstige kandidaten overgemaakt worden.

De personen opgenomen in de reserve bedoeld in het eerste lid beschikken over een geldige erkenning als auditeur.

Art. 34. De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 november 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3529

[2012/206684]

15 NOVEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, son article L2231-1;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale;

Vu l'avis 51.794/2/V du 21 août 2012 de la section de législation du Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n^o 9/2012 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 12 juin 2012;

Considérant que la présente modification vise l'adaptation du règlement général de la comptabilité provinciale aux nouvelles dispositions de l'article 2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la standardisation des données comptables permettrait aux provinces de réaliser des économies d'échelle en permettant le fonctionnement d'applications informatiques mutualisées d'analyse et d'édition de rapports et de fichiers;

Considérant qu'il y a lieu de définir le format et la périodicité de production numérique des données comptables à destination de la Région wallonne;

Considérant les obligations légales en matière de communication de données statistiques relatives aux pouvoirs locaux;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Un § 5 est inséré à l'article 36 de l'arrêté royal du 2 juin 1999 portant le règlement général de la comptabilité provinciale, rédigé comme suit :

« § 5. Selon les critères arrêtés par le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, les systèmes informatiques comptables devront comporter un module d'extraction des données en vue de constituer une base locale de données comptables standardisées dont une extraction des données constitutives des budgets, des modifications budgétaires, des comptes, et de leurs annexes légales sera transférée aux services compétents de la Région wallonne. »

Art. 2. A l'article 54, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5^o, le b) est abrogé;

b) un 8^o est inséré, rédigé comme suit :

« 8^o par la date de l'arrêté d'attribution du conseil provincial ou du collège provincial pour les subventions ».